



PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

le

DOSSIER DE CONCERTATION PRÉALABLE

**Révision du programme d'actions régional
en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine
agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes**

Du 17 novembre 2021 au 24 décembre 2021

Table des matières

| | |
|--|--------------------|
| La concertation préalable..... | 2 |
| Le cadre juridique..... | 2 |
| A. Des mesures du programme d'actions national renforcées..... | 3 |
| B. Des mesures renforcées dans les zones de captages d'eau potable..... | 3 |
| Objet de la révision qui fait l'objet de cette concertation..... | 4 |
| Contexte et champ d'application du programme d'actions régional « nitrate »..... | 4 |
| Pièces jointes au dossier de concertation..... | 5 |
| Enjeux et incidences potentielles du programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes | 6 |
| Contenu du PAR 7 Auvergne-Rhône-Alpes..... | 11 |
| Calendrier de révision pour la région Auvergne-Rhône-Alpes..... | 13 |

1. La concertation préalable

La concertation préalable du public est encadrée par le code de l'environnement, notamment l'article L.121-15-1 qui précise que la concertation préalable permet de débattre :

- Des objectifs et principales orientations du plan ;
- Des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que de leurs impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire ;
- Des solutions alternatives ;
- Des modalités d'information et de participation du public après concertation préalable.

La concertation préalable à la révision du Programme d'Actions Régional (PAR) Auvergne-Rhône-Alpes en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates, établi en application de l'article R.211-80 du code de l'environnement, est organisée du 17 novembre 2021 au 24 décembre 2021, soit 38 jours.

A l'initiative du Préfet de Région, elle est placée sous l'égide de la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) selon les dispositions de l'article L121-17 du Code de l'environnement. Par décision du 28 juillet 2021

Le public pourra :

- participer à une réunion en visioconférence prévue le lundi 22 novembre 2021 et à des ateliers territoriaux. Les informations relatives à ces événements seront disponibles sur le site de la DREAL (<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/>)
- déposer des observations, propositions par voie dématérialisée sur le site internet de la DREAL (<http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/>), sur lequel il pourra aussi répondre à un questionnaire.

La garante peut être contactée par courriel à l'adresse suivante :

sylvie.denis-dintilhac@garant-cndp.fr.

Dans un délai d'un mois après concertation, la garante établit un bilan qui comprend un résumé de la concertation, une synthèse des observations et propositions présentées et, le cas échéant, les évolutions du programme (article L.121-16-1). Puis, dans un délai de deux mois, les services de l'État publient les mesures qu'ils jugent nécessaires de mettre en place pour tenir compte des enseignements tirés de la concertation (article R.121-24). Le bilan est publié sur le site internet de la CNDP et sur ceux de la DREAL et de la DRAAF.

2. Le cadre juridique

Le programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes qui fait l'objet de la présente concertation constitue la partie régionale des mesures du programme d'actions national en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

Ce programme d'actions est pris en application de la directive européenne n°91/676/CEE du 12 décembre 1991, dite directive « nitrates », qui vise la réduction et la prévention de la pollution des eaux provoquée ou induite par les nitrates d'origine agricole. Elle concerne l'azote de toutes natures (engrais chimiques, effluents d'élevage, effluents agro-alimentaires, boues, etc.) et toutes les eaux quel que soit leur usage. Le programme d'actions régional est défini par l'article R.211-81-1 du code de l'environnement. Il comporte les mesures et actions nécessaires à une bonne maîtrise des fertilisants azotés et à une gestion adaptée des terres agricoles dans les zones identifiées comme « vulnérables à la pollution des nitrates d'origine agricole », en vue de limiter les fuites de nitrates à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation de la qualité des eaux souterraines, des eaux douces superficielles et des eaux des estuaires, des eaux côtières et marines, tel que défini par la directive nitrates.

La mise en œuvre de cette directive en France s'appuie sur :

- Un programme d'actions national (PAN) constitué de mesures nationales communes à l'ensemble des zones vulnérables. Ces mesures sont définies par l'article R.211-81 du code de l'environnement et encadrées par les arrêtés du 19 décembre 2011, du 23 octobre 2013, du 11 octobre 2016 et du 30

décembre 2018 relatifs au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole (actuellement en révision).

- Un programme d'actions régional (PAR) qui fait l'objet de la présente concertation, et est constitué de mesures spécifiques à chaque zone ou partie de zone vulnérable de la région. Son contenu est défini par l'article R.211-81-1 du code de l'environnement.

A ce jour existe un PAR Auvergne-Rhône-Alpes depuis le 19 juillet 2018.

Le PAN et le PAR Auvergne-Rhône-Alpes en vigueur sont accessibles dans les annexes jointes.

Le programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes comprend les mesures suivantes :

A. Des mesures du programme d'actions national renforcées

Sur tout ou partie de la zone vulnérable, les mesures prévues aux 1°, 3°, 7° et 8° du programme d'actions national défini à l'article R.211-81 du code de l'environnement, sont renforcées dans le programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes lorsque les objectifs de préservation et de restauration de la qualité de l'eau, les caractéristiques pédo-climatiques et agricoles ainsi que les enjeux propres à chaque zone vulnérable ou partie de zone vulnérable l'exigent.

Ces mesures correspondent aux points suivants :

- 1° Les périodes minimales d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés ;
- 3° Les modalités de limitation de l'épandage des fertilisants azotés afin de garantir l'équilibre de la fertilisation azotée ;
- 7° Les exigences relatives au maintien d'une quantité minimale de couverture végétale au cours des périodes pluvieuses destinée à absorber l'azote du sol et aux modalités de gestion des résidus de récolte ;
- 8° Les exigences relatives à la mise en place et au maintien d'une couverture végétale permanente le long de certains cours d'eau, sections de cours d'eau et plans d'eau de plus de dix hectares.

Ces mesures sont encadrées par l'arrêté du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (actuellement en révision).

B. Des mesures renforcées dans les zones de captages d'eau potable

Dans les zones délimitées dans le programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes, correspondant aux zones de captage de l'eau destinée à la consommation humaine mentionnées au 1° du I de l'article R.212-4 du code de l'environnement, dont la teneur en nitrate est supérieure à 50 milligrammes par litre définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, le programme d'actions rend obligatoire une ou plusieurs mesures parmi les mesures suivantes :

- L'une ou plusieurs des mesures mentionnées précédemment au A), renforcées au regard de l'état d'atteinte par la pollution des zones considérées ;
- Les exigences relatives à une gestion adaptée des terres, notamment les modalités de retournement des prairies ;
- La déclaration annuelle des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées ainsi que celle de leurs lieux d'épandage ;
- La limitation du solde du bilan azoté calculé à l'échelle de l'exploitation agricole ;
- L'obligation de traiter ou d'exporter l'azote issu des animaux d'élevage au-delà d'un seuil d'azote

produit par les animaux d'élevage à l'échelle de l'exploitation agricole.

Ces zones peuvent être élargies afin d'assurer la cohérence territoriale du programme d'actions régional.

Le contenu de ces mesures est encadré par l'arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.

3. Objet de la révision qui fait l'objet de cette concertation

Cette révision s'inscrit dans le contexte :

- de la révision quadriennale du PAN et du PAR Auvergne-Rhône-Alpes,
- de la révision 2021 des zones vulnérables sur les bassins Loire-Bretagne, Rhône-Méditerranée et Adour-Garonne.

La révision engagée conduira à un nouveau programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes (dit « 7° PAR Auvergne-Rhône-Alpes ») qui :

- portera sur l'ensemble des zones vulnérables de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
- s'appuiera sur le bilan de mise en œuvre du programme précédent (dit « 6° PAR Auvergne-Rhône-Alpes »),
- s'appliquera à partir du 1^{er} septembre 2022.

4. Contexte et champ d'application du programme d'actions régional « nitrate »

Le programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes est applicable aux exploitations agricoles situées dans les communes désignées en zones vulnérables aux nitrates dont la liste récapitulative et la carte régionale sont dans la carte sont dans les annexes jointes.

Les communes actuellement situées en zone vulnérable sont définies par les arrêtés suivants :

- Les arrêtés préfectoraux du 30 août 2021 portant désignation et délimitation (délimitation infra-communale) des zones vulnérables aux nitrates dans le bassin Loire-Bretagne (départements concernés : 03, 15, 42, 43, 63, 69),
- Les arrêtés préfectoraux des 23 juillet 2021 portant désignation et délimitation des zones vulnérables dans le bassin Rhône-Méditerranée (départements concernés : 01, 26, 38, 69, 74).

Sur le bassin Adour-Garonne, aucune commune de la région Auvergne-Rhône-Alpes n'est classée en zone vulnérable aux nitrates.

Le tableau ci-dessous liste le nombre de communes classées en zone vulnérable pour chaque département de la région Auvergne-Rhône-Alpes et l'évolution entre les classements 2017 et 2021.

| Département | 2017 | 2021 |
|---------------------|------|------|
| <i>Ain</i> | 122 | 192 |
| <i>Allier</i> | 142 | 217 |
| <i>Ardèche</i> | 0 | 0 |
| <i>Cantal</i> | 2 | 1 |
| <i>Drôme</i> | 109 | 110 |
| <i>Isère</i> | 187 | 194 |
| <i>Loire</i> | 65 | 93 |
| <i>Haute-Loire</i> | 12 | 21 |
| <i>Puy-de-Dôme</i> | 125 | 155 |
| <i>Rhône</i> | 60 | 129 |
| <i>Savoie</i> | 0 | 0 |
| <i>Haute-Savoie</i> | 0 | 12 |
| <i>TOTAL</i> | 824 | 1124 |

Il est à noter que pour les zones vulnérables faisant l'objet d'un réexamen quadriennale, la liste des communes où le PAR Auvergne-Rhône-Alpes est applicable est susceptible d'évoluer en cas de modification de la désignation des zones vulnérables.

5. Pièces jointes au dossier de concertation

Réglementation nationale

- Arrêté du 23 octobre 2013 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.
- Arrêté du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole.
- Programme d'actions national consolidé au 30 décembre 2018.
- Projet du 7ème programme d'actions national actuellement en consultation.
- Bilan de la concertation préalable sur la révision du PAN.
- Avis de l'Autorité environnementale sur la révision du PAN dès qu'il sera disponible.

Réglementation régionale

- Arrêté préfectoral régional du 19 juillet 2018 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Avis de l'Autorité environnementale n°2018-09 du 25 avril 2018 sur la révision du PAR 6 Nitrates de la région Auvergne-Rhône-Alpes.
- Bilan du 6^{ème} PAR Auvergne-Rhône-Alpes.

Zones Vulnérables

- Arrêtés préfectoraux des 23 juillet 2021 portant désignation et délimitation des zones vulnérables dans le bassin Rhône-Méditerranée.
- Arrêtés préfectoraux du 30 août 2021 portant désignation et délimitation (délimitation infra-communale) des zones vulnérables aux nitrates dans le bassin Loire-Bretagne.
- Liste régionale des communes désignées en zones vulnérables en 2021.
- Carte régionale des communes désignées en zones vulnérables en 2021.
- Carte régionale des communes désignées en zones vulnérables en 2017.

6. Enjeux et incidences potentielles du programme d'actions régional Auvergne-Rhône-Alpes

| Thématique environnementale | Motifs |
|--|--|
| Eau (aspects qualitatifs et quantitatif) | |
| Teneur en nitrates | Le programme d'actions régional vise à contribuer, comme élément du dispositif global (PAN, PAR, SDAGE/SAGE,...) à limiter les fuites des composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation de la qualité des eaux douces superficielles et souterraines, estuariennes et marines. |
| Eutrophisation | La lutte contre l'eutrophisation des eaux est également l'un des objectifs principaux du programme d'actions régional (l'eutrophisation - ou la menace d'eutrophisation – est d'ailleurs prise en compte pour la désignation des zones vulnérables). Le programme d'actions régional contribue à la lutte contre l'eutrophisation en imposant des règles de bonne gestion de l'azote. De façon indirecte, le programme d'actions régional influe également sur la gestion du phosphore (les effluents d'élevage contiennent du phosphore), qui fait partie des paramètres identifiés comme jouant un rôle dans le phénomène d'eutrophisation. |
| Matières Phosphorées | Facteur en lien étroit avec l'objectif principal du programme d'actions régional (qualité des eaux et eutrophisation), à travers le raisonnement de la fertilisation et la gestion des effluents d'élevage |
| Matières organiques ou en suspension dans l'eau | Facteur en lien avec l'objectif principal du programme d'actions régional, à travers la gestion des effluents d'élevage, de l'interculture et des bandes végétalisées. Toutefois, ce paramètre dépend plus généralement de la qualité des eaux rejetées par les stations d'épuration des eaux usées (STEP) |
| Teneur en produits phytosanitaires | Facteur indirectement impacté par le programme d'actions régional. Influence de la mise en place des bandes végétalisées et des modifications de pratiques agricoles / influence de la mise en place de cultures intermédiaires pièges à nitrates (CIPAN) sur le risque phytosanitaire / influence d'une éventuelle compensation de la diminution d'apports azotés par l'utilisation accrue de pesticides |
| Biodiversité aquatique | La biodiversité aquatique dépend directement de la qualité du milieu et de ses modifications telles que celles faisant suite à un phénomène d'eutrophisation. |
| Aspect quantitatif | Pas d'enjeux en lien avec les évolutions des mesures du programme d'actions régional. |
| Air | Enjeux vis-à-vis de la volatilisation des composants azotés contenus dans les effluents d'élevages |
| Qualité de l'air | L'activité agricole a un impact sur la qualité de l'air, notamment en ce qui concerne les éléments azotés (odeurs, pollution atmosphérique toxique, pollution acide et photo-oxydante liée à l'ammoniac) mais aussi en raison des émissions de particules liées aux interventions sur la parcelle et aux élevages. Le programme d'actions régional, qui encadre notamment la gestion des effluents d'élevage (limitation des apports et périodes de restriction) et les apports d'azote organique et minéral (équilibre de la fertilisation azotée obligatoire, fractionnement recommandé...), et qui peut à terme avoir des effets sur la taille des cheptels, influe donc sur la qualité de l'air. |
| Climat | L'agriculture est émettrice de GES tels que le N ₂ O, le CH ₄ , le CO ₂ ... Ces émissions sont modifiées par certaines mesures du programme d'actions régional, notamment celles qui concernent la gestion des effluents d'élevage (périodes d'interdiction d'épandage et limitation des apports). Les apports d'azote jouent sur les émissions de N ₂ O des sols et sur les émissions indirectes de l'agriculture (exemple : moins d'engrais minéral induit moins d'émissions de GES liées à la fabrication de ces engrais). |

| Thématique environnementale | Motifs |
|---|---|
| Sols (matières organiques et conservation) | Plusieurs prescriptions du programme d'actions régional peuvent avoir une influence sur la teneur en matière organique des sols (enfouissement des résidus de cultures, choix des CIPAN...) <p>La conservation des sols est liée à la problématique "nitrates" au travers:</p> <ul style="list-style-type: none"> - des pratiques de travail du sol (labour, travail superficiel) - de l'équilibre de la fertilisation azotée, - de la gestion des effluents d'élevage et autres apports organiques azotés participant à la stabilité de la structure des sols, - de l'estimation du risque de pollution (contenu d'azote dans les solutions du sol et reliquats post-récolte). D'ailleurs, lors du calcul du solde du bilan azoté à la parcelle ou à l'exploitation, le principal facteur d'explication du résultat, que l'on a du mal à évaluer, reste les variations d'azote du sol, - des périodes d'épandage qui sont importantes car selon la période, il sera ou non possible de rentrer sur les parcelles (problèmes de tassements des sols, d'érosion, ...). De plus, le renforcement du calendrier d'épandage conduit à un apport des effluents d'élevage plus concentré dans le temps. - de la couverture des sols par son rôle contre l'érosion et les phénomènes de battance et par l'enrichissement en matière organique. |
| Biodiversité | Analyse de l'impact du programme d'actions régional sur la biodiversité (milieux aquatiques et terrestres) des zones à enjeux comme les sites Natura 2000, les arrêtés de protection de biotope... (recoupe partiellement l'enjeu eutrophisation et l'enjeu paysage) |
| Zones à enjeux du territoire (biodiversité, milieux naturels à intérêt particulier,...) | L'évaluation environnementale doit également s'intéresser aux impacts du programme d'actions régional dans les zonages environnementaux existants tels que: <ul style="list-style-type: none"> - Zones de captage et leur périmètre de protection - Zones humides - Sites Natura 2000 - Espaces naturels et protections réglementaires - ZNIEFF |
| Santé humaine | Ce facteur est en lien avec les objectifs du programme d'actions régional pour plusieurs raisons: <ul style="list-style-type: none"> - la qualité des eaux distribuées pour l'alimentation humaine vis-à-vis des nitrates, des paramètres microbiologiques (lien avec la gestion des effluents d'élevage), voire des produits pesticides et de leurs métabolites - les problèmes de qualité des eaux de baignade liés à des problèmes bactériologiques pouvant provenir de la gestion des effluents d'élevage. |
| Paysages | Influence des mesures 7 et 8 du programme d'actions régional sur le paysage car elles concernent la couverture végétale des sols et la mise en place de bandes végétalisées le long de certains cours d'eau et points d'eau. |
| Emissions de déchets | Les mesures du programme d'actions régional ont peu d'influence sur la quantité d'émission de déchets ou la nature des déchets produits. |

Enjeux économiques

| Mesures | Intérêts | Contraintes | Notion du coût / temps passé | Niveau d'impact technico-économique |
|---|---|--|--|-------------------------------------|
| M1 : Périodes d'interdiction d'épandage | Meilleure valorisation des effluents dans le sol | Fenêtre d'épandage réduites, adaptation au changement climatique, qualité de l'air | 0 | Nul |
| M3 : Équilibre de la fertilisation | Raisonnement agronomique | Poids de l'accompagnement | - 1 prévisionnel 1 fois par an - prestation d'accompagnement - conseil (500 à 1000 € environ) | Moyen à faible |
| M7 : Couverture hivernale | Reliquat post-récolte, lutte contre les adventices, limite de l'érosion hydrique et éolienne, amélioration de la structure du sol, engrais vert éventuel, ... | Coût et temps de semis, levée incertaine selon les conditions climatiques | 75 à 280 €/ha selon les choix techniques (semences, travail du sol, destruction du couvert)* | Moyen |
| M8 : Bandes enherbées ou boisées | Efficacité environnementale | Emprise foncière | 17 et 25 € par mètre de linéaire puis 7 à 8 euros d'entretien chaque année* | Faible |

* selon les données du dossier de concertation du PAN de septembre 2020

Par ailleurs, **un bon raisonnement et de bonnes pratiques de fertilisation permettent de limiter les charges d'engrais et d'améliorer le résultat de l'exploitation.** Selon le type de production, les charges d'engrais minéraux représentent en moyenne de 2 à 14 %* du chiffre d'affaires de l'exploitation.

De plus, même si aucune donnée chiffrée ne permet de quantifier les arguments suivants, il faut noter que :

- les inter-cultures peuvent **améliorer la qualité du sol** (biologique, chimique et physique) et permettre d'**optimiser le rendement quantitatif et qualitatif**,
- la bande végétalisée peut servir de refuge à la faune, notamment à des prédateurs d'éventuels ravageurs, et ainsi **réduire les charges en produits phytosanitaires**,
- les analyses de sols obligatoires permettent de mieux connaître le sol et d'adapter son itinéraire technique,
- les analyses des effluents permettent de mieux les valoriser et de faire des **économies d'intrants**.

Comme rappelé dans le dossier de concertation du PAN, les processus de dépollution de l'eau sont très coûteux et les exploitants sont soumis à la redevance qui vise à couvrir l'ensemble des rejets liés à l'activité d'élevage (azotés, microbiologiques, organiques, phosphorés).

Pour conclure, les conséquences négatives d'un classement en ZV sont des coûts générés par les travaux, les semences et le travail demandé, coûts qui peuvent être amoindris par une réflexion du système d'exploitation et les bienfaits apportés par une évolution des pratiques pertinente au plan agronomique.

7. Contenu du PAR 7 Auvergne-Rhône-Alpes

Le PAR 7 Auvergne-Rhône-Alpes sera élaboré à partir du PAR 6 Auvergne-Rhône-Alpes et tiendra compte, notamment, des pistes d'amélioration listées par le bureau d'études lors du bilan du 6^{ème} PAR Auvergne-Rhône-Alpes et récapitulées dans le tableau ci-dessous.

De plus, le PAR 7 Auvergne-Rhône-Alpes tiendra compte des évolutions réglementaires suite aux révisions des textes nationaux (programme d'actions national, code de l'environnement et arrêté encadrant les PAR). Tous ces éléments, en cours de consolidation, seront discutés lors des séances de travail avec le groupe Etat, le groupe technique, les ateliers thématiques et le groupe de concertation régional. Avant finalisation, le résultat de ces travaux sera mis à disposition du public et des institutions pour avis lors de la phase de consultation qui se déroulera au premier semestre 2022 (cf chapitre 8).

Lors du bilan du PAR 6 Auvergne-Rhône-Alpes, des pistes d'amélioration du PAR 7 Auvergne-Rhône-Alpes ont été identifiées. Elles sont synthétisées dans le tableau ci après :

| Catégorie | Pistes d'amélioration | Effet attendu | Effet sur la qualité de l'eau |
|---|--|---|-------------------------------|
| Mesure 1 | Meilleure prise en compte du contexte pédoclimatique au niveau du calendrier d'épandage en laissant plus de souplesse aux départements situés dans une zone de climat plus méditerranéen (reprise des épandages plus tôt). | Autorisation de pratiques qui ne l'étaient pas dans le 6 ^e PAR | - |
| | Étudier la possibilité d'une meilleure prise en compte des aléas climatiques en apportant de la souplesse dans les dates d'épandage. Exemple : - Dérogations en cas de conditions climatiques locales spéciales ; - Mise en place de règles permettant une flexibilité par rapport à la météo avec par exemple un déclenchement des épandages en fonction de la température et de l'humidité du sol au printemps. | Autorisation de pratiques qui ne l'étaient pas dans le 6 ^e PAR | - |
| | Rediscuter de la pertinence ou non de limiter la fertilisation des couverts végétaux en faisant le bilan des bénéfices (réduction des teneurs en nitrates dans le sol, répit cultural) et des risques direct (lessivage de l'azote apporté au printemps, répit cultural) et indirect (report des épandages sur d'autres parcelles et concentration des apports dans le temps et dans l'espace). | Renforcement ou allègement par rapport au 6 ^e PAR | ~ |
| | Encadrer les épandages de digestat. | | |
| | Encadrer les épandages sur les cultures intermédiaires à valeur énergétique pour la méthanisation. | Renforcement ou allègement par rapport au 6 ^e PAR | ~ |
| Meilleure prise en compte des émissions particulières par le biais d'une consultation de de l' observatoire Atmo Auvergne-Rhône-Alpes . | | | |
| Mesure 3 | Reformuler la règle du 1^e apport sur maïs pour moins d'ambiguïté à la compréhension (seule la 1 ^e dose est plafonnée). | | 0 |
| | Développer certains types de contrôles (facture d'engrais, de stock) pour dépasser les doutes issus des données déclaratives. | Plus d'incitations à respecter pour les exploitants | + |
| | Développement d'un indicateur prenant en compte le niveau d'écart à la dose prévisionnelle et la surface concernée . | Meilleures connaissances de l'application des mesures | 0 |
| Mesure 7 | Laisser davantage de souplesse aux exploitants pour leur permettre de réaliser leurs couverts (prescriptions sur la durée d'implantation plutôt que les dates, objectifs de résultat). | Gain possible en efficacité des couverts | ~ |
| | Mieux intégrer la problématique de la sécheresse dans la réglementation. | Meilleur encadrement | + |
| | Simplifier le système de dérogation notamment pour les terres argileuses. | Meilleur encadrement | + |
| | Revoir la définition de certains termes : « dense et homogène », « enfouissement », « destruction ». | Meilleur encadrement | + |
| | Favoriser la réalisation des contrôles à des périodes où les contrôles sur le terrain sont possibles, Accompagner et former les agents pour une réalisation efficace de ces contrôles. | Plus d'incitations à respecter pour les exploitants | + |
| | Améliorer les indicateurs de suivi et d'évaluation (données surfaciques). | Meilleures connaissances de l'application des mesures | 0 |
| Mesure 8 | Évaluer la possibilité de recourir à la télédétection pour faciliter les contrôles et pour réaliser les bilans. | | |
| Mesure 8 | Améliorer la communication sur les obligations réglementaires le long des cours d'eau (exemple de l'article de l'Agriculture Drômoise) et l'utilisation de Géoportail pour localiser les cours d'eau et les plans d'eau. | Meilleure application | + |
| Mesure ZAR | Revoir la pertinence d'une approche globale pour les ZAR plutôt qu'une approche au cas par cas. | Meilleure application | + |
| | Réétudier l'interdiction des repousses et épandages sur CIPAN. | Autorisation de pratiques qui ne l'étaient pas dans le 6 ^e PAR | ~ |
| | Permettre une dérogation sols argileux au délai de semis après retournement de prairies. | | |
| | Permettre une dérogation au retournement de prairies de plus de 6 ans sous condition d'un encadrement (période, reliquat). | | |

8. Calendrier de révision pour la région Auvergne-Rhône-Alpes

| | 2021 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|------|---|---|---|-------|---|---|---|-----|---|---|---|------|---|---|---|---------|---|---|---|------|---|---|---|-----------|---|---|---|---------|---|---|---|----------|---|---|---|----------|---|---|---|--|--|--|--|
| | mars | | | | avril | | | | mai | | | | juin | | | | juillet | | | | août | | | | septembre | | | | octobre | | | | novembre | | | | décembre | | | | | | | |
| Opération | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | | | | |
| Publication appel offres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Analyse des offres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Notification des résultats de l'appel d'offres | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réalisation du bilan du 6° PAR | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Évaluation environnementale au fil de l'eau (processus itératif) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Finalisation du rapport d'évaluation environnemental | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Élaboration du projet de PAR avec Groupe de travail | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réunions groupe de concertation régional | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réunions groupe de travail technique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réunions groupe État | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Finalisation du projet de PAR soumis à AE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Saisine de la CNDP pour désignation du garant | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Préparation de la concertation préalable avec le garant | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Publication de l'avis de concertation préalable | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Concertation préalable du public | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ateliers dans les territoires | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Rapport de la concertation par le garant | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | 2022 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---------|---|---|---|---------|---|---|---|------|---|---|---|-------|---|---|---|-----|---|---|---|------|---|---|---|---------|---|---|---|------|---|---|---|
| | janvier | | | | février | | | | mars | | | | avril | | | | mai | | | | juin | | | | Juillet | | | | Août | | | |
| Opération | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 | 1 | 2 | 3 | 4 |
| Évaluation environnementale au fil de l'eau (processus itératif) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Finalisation du rapport d'évaluation environnemental | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Elaboration du projet de PAR avec Groupe de travail | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réunions groupe de concertation régional | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réunions groupe de travail technique | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réunions groupe État | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Finalisation du projet de PAR soumis à AE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Rapport de la concertation par le garant | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Saisine de AE (3 mois mini) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mise à disposition du public (3 semaines mini) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Consultations institutionnelles (2 mois mini) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Synthèse de la consultation et finalisation de l'arrêté | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Publication du PAR AURA | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |